

Philippe Busquin juge que la cure d'opposition fera du bien au PS

■ Celui qui a présidé le parti socialiste de 1992 à 1999 est l'«Invité du samedi» de LaLibre.be dès 12 heures.

Le rejet dans l'opposition au niveau fédéral a été dur à encaisser pour les leaders du parti socialiste. Pourtant, Philippe Busquin, qui a dirigé la formation politique de 1992 à 1999, estime qu'une cure d'opposition fait du bien au PS. Il s'en explique dans un entretien à lire dans son intégralité ce samedi midi sur LaLibre.be.

«Quand on est au pouvoir, on est pris par le présent et on doit faire des compromis. Donc l'image du parti s'étiole. Cette opposition est positive parce qu'elle permet le ressourcement. Les leaders ont le temps de s'impliquer dans une réflexion», analyse-t-il.

Le Hennuyer cible une série de domaines dans lesquels le PS doit se réinventer *«pour que le lien social se poursuive»*: chômage des jeunes, passage au numérique, écologie, globalisation, croissance...

Dans cette interview, Philippe Busquin affirme que *«les partis francophones ont fait une erreur»* en ne communi-

quant pas entre eux avant les élections. *«J'ai moi-même constitué trois gouvernements et je peux vous dire qu'il y a toujours des contacts préalables. Cela ne débouche pas forcément sur des accords mais au moins on sait ce qu'on compte faire après... Cette fois-ci, notamment à cause de problèmes de personnes, il n'y a pas eu de contacts suffisants. Ma formule aurait été une tripartie francophone. La N-VA veut venir? Eh bien qu'elle vienne! Le CD&V aussi? Qu'il vienne!»*

Politique budgétaire «absurde»

Aujourd'hui, l'ancien commissaire européen reproche *«le déséquilibre»* du gouvernement de Charles Michel. *«Même si l'institutionnel est laissé de côté, la différence entre les Flamands et les francophones se marque régulièrement. Dans certaines institutions, le poids flamand est beaucoup plus fort qu'il ne l'a jamais été. Les partis flamands ont une certaine force, une certaine arrogance, un sentiment de supériorité. Prenons le numerus clausus dans les études supérieures: les partis flamands l'ont imposé, d'une certaine manière. En outre, la réduction linéaire de tous les budgets, comme le fait la droite, est un peu absurde. Beaucoup d'organismes, de départements fédéraux sont dans l'expectative ou sont très inquiets. Regardez la politique scientifique, que devient-elle?»*

Jonas Legge et Dorian de Meeûs